

Les stratégies familiales face à la crise de l'emploi à Sidi Bel Abbès : perception de l'espace urbain et diversité de l'informel dans une ville moyenne algérienne

Introduction

Après les mutations dues aux localisations industrielles planifiées, la ville moyenne de Sidi Bel Abbès, peuplée de 152 778 habitants en 1987, a subi comme toutes les cités algériennes, un ralentissement manifeste de son économie. Aussi, s'agit-il de situer dans un premier temps, le début de cette crise qui se caractérise par un rétrécissement graduel du marché du travail. Face à cette situation nouvelle, le comportement même des populations s'en est trouvé modifié. En effet, les retombées différenciées de la crise sur les divers quartiers de la ville moyenne ont fini par entraîner l'émergence d'un secteur non structuré - dénommé aussi secteur informel - qui, une dizaine d'année après son amorce, s'impose aujourd'hui comme un phénomène à la fois important et banal au sein des économies des villes algériennes.

Ce changement a, certes perturbé économiquement parlant les populations citadines et néo-citadines, mais il a aussi soulevé des interrogations quant à leur degré d'intégration dans la vie de la cité et métamorphosé, quelque peu, leur perception des échelles spatiales de la ville et celle de leurs relations sélectives au sein de la société urbaine. C'est pourquoi, dans un second temps, il s'agira d'analyser les réactions de ménages à revenus modestes et d'en déceler les stratégies familiales déployées en vue de faire face à la chute des créations d'emplois permanents et naturellement, à celle de leurs revenus dans une conjoncture économique devenue difficile.

Cette recherche se fonde sur un travail de terrain qui a porté sur le quartier périphérique de Sidi Bel Abbès qu'est Sidi Djilali, habité essentiellement par des populations rurales recasées en grande partie durant la guerre de libération.

Sidi Djilali : un quartier de la périphérie pauvre de Sidi Bel Abbès

a. La ville moyenne de Sidi Bel Abbès : un accroissement démographique modeste

Lors du recensement général de la population et de l'habitat de 1987, l'agglomération de Sidi Bel Abbès regroupait 152 778 habitants. Considérée comme une ville moyenne à l'époque, la cité reste par son volume démographique la seconde ville d'Oranie.

Comme d'autres villes moyennes d'Oranie (Mostaganem, Mascara...), Sidi Bel Abbès a connu durant la période intercensitaire 1977-1987, un taux d'accroissement annuel moyen, légèrement inférieur à la moyenne nationale (3,03 % contre 3,08). Sur le plan fonctionnel, Sidi Bel Abbès est classée comme un centre régional.

b. Sidi Djilali : un quartier périphérique classique

Délibérément, le choix de l'espace d'étude s'est porté sur le secteur de Sidi Djilali qui fait en réalité partie du faubourg Ben Mhidi (ex-Gambetta), situé au nord du périmètre urbain bel abbésien.

** Une population d'origine rurale*

Peuplé par 6 637 habitants en 1987, Sidi Djilali peut être considéré comme un quartier - ou un sous-quartier - pauvre par le contenu de sa population, par la morphologie de son habitat, par le niveau d'équipement existant et par la particularité de sa population active occupée.

Ce quartier de la périphérie urbaine classique fait partie des faubourgs réceptacles de populations rurales venant périodiquement s'installer à Sidi Bel Abbès. Le plan d'urbanisme de la dite commune, élaboré en 1961 par le Service Départemental de l'Urbanisme d'Oran, évalue pour toute l'agglomération les nouveaux apports migratoires ruraux à près de 16 000 personnes, correspondant à 21 % de la population urbaine de 1954 ! L'intérêt de ces statistiques militaires, données par commune d'origine des migrants, réside dans les possibilités géographiques de cerner l'importance des effectifs fournis par les communes rurales de la plaine de la Mékerra (42,8 %) et de son encadrement montagneux (41,8 %) ; seuls 4,2 % des immigrants provenaient des localités urbaines ! Mais, la plus grande partie des produits de l'exode rural et des

personnes transférées par l'armée française s'est faite en direction de secteurs, essentiellement peuplés de musulmans, situés au nord de la ville.

De par leur volume, ces apports migratoires ruraux ont marqué durablement la morphologie du bâti de la ville et accentué les différenciations spatiales, sociales et architecturales en divisant grossièrement le tissu urbain de Sidi Bel Abbès en une partie septentrionale dominée par la population algérienne et une partie méridionale plus largement occupée par la population européenne.

** Un habitat traditionnel dominant de type haouch*

Sidi Djilali est composé de deux parties morphologiquement différentes. Ancien bidonville durcifié au cours du temps, la partie méridionale est caractérisée par un habitat traditionnel de type haouch (حوش), attestant ainsi de l'origine rurale de ses résidents. Quant au second secteur, dénommé Cité la Fourmi, il est formé de petites maisons avec une courette d'un type normalisé, connu en Algérie sous le vocable de cité de recasement. Classique, ce type de trame d'habitat a servi à reloger, dans de meilleures conditions, des populations mal logées ou celles transférées durant la guerre. Petites cellules d'habitat construites en parpaing, à moindre coût, ces constructions qualifiées officiellement d'habitat semi-rural ont été financées par la municipalité de Sidi Bel Abbès.

Ces deux entités résidentielles de Sidi Djilali regroupaient lors du recensement de 1987, 6 637 individus habitant 1 037 logements donnant ainsi un Taux d'Occupation par Logement de 6,4 ; ce taux est légèrement inférieur à la moyenne bel Abbésienne (6,7). Le TOL enregistré à Sidi Djilali s'explique probablement par le faible nombre de pièces par construction... ; mais, même dans la cité de recasement, le haouch rural réalisé apparaît comme un habitat social évolutif... En fait, la cohabitation des ménages dans le quartier étudié, lequel a un taux de cohabitation nettement plus élevé que celui enregistré dans l'ensemble de l'agglomération de Sidi Bel Abbès (9,3 % contre 5,4 %), atteste d'une surcharge de ménages dans les logements ; malheureusement, l'indisponibilité de données statistiques portant sur le nombre de pièces par logement limite une approche plus fine de cet aspect.

** Une population active qui se singularise par une forte occupation dans l'industrie et les BTP.*

La situation géographique de Sidi Djilali explique, du moins en partie, l'attraction exercée par le secteur secondaire sur les actifs. En effet, le quartier qui occupe un site de versant bien exposé, apparaît tout aussi avantage par sa position géographique par rapport, à la route d'Oran où se sont implantées de nombreuses unités économiques, à la zone d'activités de la gare et à la zone industrielle.

Comme pour tous les produits de l'exode rural et ceux des migrations forcées, le regroupement se fait à la périphérie urbaine et chaque nouvel arrivant recherche d'abord un toit, ensuite un emploi. En général soumises à une mobilité géographique et professionnelle, ces populations qui arrivent en ville sans apport de capitaux, tentent de s'intégrer dans l'économie urbaine par le biais du salariat.

Tableau 1 : Comparaison entre la population active de Sidi Djilali et celle de Sidi Bel Abbès (en valeur relative par Branche d'Activité Economique en 1987)

B.A.E	Agricult	B.T.P	Industrie	Autres	Total occupées	Taux chômage
S. Djilali	5,9 %	11,4 %	31,9 %	50,8 %	1551	18,4 %
S.B Abbès	6,7 %	8,4 %	19,3 %	65,6 %	36304	18,4 %

Source : ONS.

Par rapport aux différents taux d'activité de Sidi Bel Abbès, Sidi Djilali apparaît comme un quartier à concentration ouvrière dans la mesure où 43,3 % des effectifs sont employés par le secteur secondaire ! Dans le détail, près d'un tiers des occupés travaille dans la seule industrie ; la proximité des zones d'activités joue manifestement un rôle non négligeable dans cette orientation des actifs (tableau 1). De même, les grands chantiers publics de construction, situés à l'est et au nord de la ville, recrutent beaucoup de travailleurs dans les quartiers urbains défavorisés, traditionnels pourvoyeurs d'une main d'oeuvre à faible qualification et peu exigeante. Il faut souligner tout de même, la part relative des effectifs occupés par le secteur agricole tant dans le quartier étudié que dans la ville moyenne. Par ailleurs, il nous semble utile de souligner le taux de chômage de ce quartier de néo-citadins qui reste comparable à celui de la ville moyenne (tableau 1).

** L'enquête sur le terrain*

Après des contacts préalables auprès de chefs de ménage du quartier de Sidi Djilali, l'enquête entamée a consisté en une série discontinuée d'interviews semi-directives au cours du printemps 1989. Le sondage a été effectué durant une des années-charnières qui ont vu, la ville de Sidi Bel Abbès connaître une mutation fonctionnelle marquante liée aux localisations industrielles (création en 1974 d'une grande zone industrielle couvrant 512 hectares et employant en 1987 plus de 7 000 salariés) et à la promotion administrative de l'agglomération en tant que chef-lieu de wilaya en 1975 ; les implications de ces nouvelles activités, en matière d'emploi, de salaires déversés et d'extension du bâti ont métamorphosé l'économie locale, la société et l'espace bel abbésien.

Dans un second temps, l'arrêt des implantations industrielles étatiques au début des années 1980, la restructuration des sociétés nationales (1980-1985), la priorité donnée à la consommation, une gestion économique discutée et la chute des prix pétroliers en 1986 ont logiquement abouti à un ralentissement de l'économie nationale et par voie de conséquence à une baisse régulière des créations d'emplois ; seule la fonction publique a continué tant bien que mal à recruter régulièrement des actifs.

En définitive, toute la question posée durant ces années de transition d'un système économique socialisant à un système libéral, est formulée par les personnes sondées en terme d'accès aux actifs sans travail à l'emploi et par là aux revenus induits, susceptibles d'améliorer le niveau de consommation des familles de ce quartier périphérique.

Les stratégies familiales : adaptation à la crise de l'emploi et aux différentes échelles de l'espace urbain

La problématique est simple à formuler dans la mesure où la recherche d'un emploi régulier, par tout actif, donne lieu à diverses réactions familiales selon les différentes situations possibles : premièrement, l'actif demande un poste d'emploi dans une conjoncture économique favorable ; secondement, dans un marché du travail qui a commencé à se rétrécir et troisièmement, celui-ci se ferme pratiquement. Durant la seconde phase, celle de l'amorce de la crise de l'emploi, les stratégies des familles de Sidi

Djilali, comme d'ailleurs leur perception du territoire urbain en tant qu'espace parcouru par des relations sociales d'intensité variable, s'adaptent remarquablement aux différentes situations du marché du travail. Quant à la troisième phase marquée par l'installation de la crise dans la ville moyenne, les stratégies familiales semblent devenir plus accommodantes en acceptant l'introduction des actifs dans le secteur informel élémentaire.

a. La fermeture graduelle du marché du travail aux actifs

** La stratégie des familles dans la mise au travail des actifs durant les années fastes du développement planifié : habileté et perception neutre du quartier*

A des degrés divers, la relance de l'économie algérienne due aux investissements planifiés avait profité à toutes les classes sociales, y compris aux personnes peu ou pas qualifiées, ne serait-ce qu'en raison de l'accès généralisé à l'emploi et à l'accroissement du nombre d'occupés au sein des familles. C'est là, le cas du quartier de Sidi Djilali à Sidi Bel Abbès où, nous l'avons vu, le taux des actifs occupés dans le secteur secondaire dépasse largement, en valeur relative, celui de la population urbaine.

Dans l'ensemble, en matière d'accès à un poste de travail permanent, la faveur des familles allait presque exclusivement vers le secteur public. Durant la phase d'industrialisation, cet accès se faisait par le jeu d'une demande manuscrite car la disponibilité en postes de travail était grande, durant ces années marquées par une politique de « plein emploi », et ne nécessitait pratiquement aucune intervention particulière. En général, la famille représentée par le père acceptait le choix de l'actif, accentuant de ce fait une plus grande intégration dans l'économie urbaine. Néanmoins, dans de nombreuses familles, le père se permettait d'orienter les jeunes actifs en essayant de les ventiler en direction des différentes branches économiques (administration, enseignement, industrie, services de la distribution, bâtiment...), avec une préférence avouée qui va, d'abord à une grande société nationale (industrie électronique ou industrie mécanique), ensuite à une importante administration locale (wilaya et ses services techniques). Cette redistribution de l'emploi apparaît comme un placement économique et social dans la mesure où la famille peut, le cas échéant, trouver un appui concret au sein d'une quelconque structure de gestion ; ceci d'autant plus que tout le

monde admet se méfier d'une administration qui devient de plus en plus bureaucratique.

Durant les années fastes du développement économique planifié, le quartier était perçu d'une façon assez neutre par sa population résidente. Il est certes, un lieu de regroupement de familles voisines d'origine rurale plus ou moins lointaine ; mais Sidi Djilali apparaissait à ses habitants comme un quartier comme les autres et par conséquent, c'est à l'administration communale qu'incombait son équipement et son entretien. En somme, c'est encore l'idée répandue du « beylick » qui persistait et enlevait de ce fait, une grande part de responsabilité à des habitants encouragés par un discours politique qui faisait de l'Etat, le principal agent du développement.

** Les stratégies familiales consécutives au rétrécissement du marché du travail : relations sociales exhumées et redécouverte de la famille élargie dispersée dans l'espace urbain*

A Sidi Bel Abbès, les premières difficultés en matière de création d'emploi sont enregistrées dès la fin de l'année 1986 et coïncident pratiquement avec la clôture de la restructuration des sociétés nationales de l'industrie, des BTP, de la distribution... Cette tendance est d'ailleurs confirmée à l'échelle nationale dans la mesure où le taux de chômage passe de 9,7 % en 1985 à 21,4 % en 1987 (tableau 3) ! Au milieu de cette décennie, seule l'usine de gaz industriels était en chantier et quelques petites unités privées commençaient à s'installer au sein de la zone industrielle. D'ailleurs, la plupart des interviewés de Sidi Djilali situent le début des difficultés d'accès à l'emploi, pour les jeunes actifs, en 1987.

D'une façon générale, la combinaison de pénuries (produits de consommation, articles de seconde nécessité, emploi...) a notablement perturbé des populations modestes coupées de leurs racines rurales et tenues par la force des choses de se mouler dans un mode de consommation urbain. L'amélioration de leurs conditions de vie revenait au premier chef à l'Etat- redistributeur, même si l'ombre de la précarité demeurait toujours présente ; d'ailleurs, celle-ci est devenue réalité dès que le marché du travail a commencé à se rétrécir. C'est à ce moment là que le comportement des familles en tant que structure de l'organisation sociale, obéissant à des modèles culturels maghrébins, s'est métamorphosé dans le but de régler les dysfonctionnements apparus. Dans ce cheminement d'idée, les

objectifs sont multiples et consistent en une redéfinition, du rôle social des membres actifs de la famille à l'égard du travail, des tâches fixées aux uns et aux autres et des méthodes de régulation des conflits familiaux internes et externes... En effet, les fonctions de la famille sont beaucoup mieux cernées et suivies lorsque surgit une crise quelconque qui nécessite la redéfinition de stratégies familiales dans le but logique, de trouver une solution au dysfonctionnement détecté.

Tout signe de crise de l'économie urbaine est source d'inquiétude et risque de ce fait, de faire basculer la famille dans la précarité, situation redoutable pour des familles recherchant une plus grande insertion dans la cité. C'est face au rétrécissement du marché du travail que les tactiques de défense des intérêts du groupe évaluent les capacités de redéploiement des relations sociales de la famille. Dans cet ordre d'idée, la famille se replie sur elle-même, intériorise son identité et finit par exhumer des relations sociales dormantes, avant tout proches par des liens de parenté et parfois aussi plus éloignées, mais de même origine géographique ; ceci en vue de régler un problème d'emploi par exemple, ou même dans certains cas pour acheter un produit soumis à une forte pénurie sur le marché local (articles électroménagers, logement...).

Cette recherche de jonction sociale montre la prédisposition des cellules familiales à imaginer des solutions à l'intérieur de la famille élargie dispersée à l'intérieur de tissu urbain. C'est pourquoi lors des retrouvailles, les uns et les autres mettent l'accent sur l'appartenance au même douar ; la vie communautaire passée est sublimée grâce à l'imaginaire des membres retrouvés et la nostalgie raffermi encore plus les rapports sociaux. C'est dans ces circonstances que les liens distendus par l'anonymat et la dispersion imposés par la ville sont ressoudés, puis reconsolidés à l'occasion d'événement familiaux (décès, naissances, fiançailles, mariages...) et religieux (aïd el fitr, retour du pèlerinage...), ou lors d'autres rencontres organisées par des groupes originaires de terroirs voisins, voire d'un même finage. En fait, la famille élargie (el 'aila : العائلة) est entendue ici non pas comme le lieu d'habitation, mais comme la réactivation d'un ensemble de solidarités entre des familles, des ménages ou des personnes liés par des relations de parenté ; la référence qui cimente le tout est à la fois,

l'appartenance à un même terroir et la famille élargie a été largement utilisé pour aider de jeunes actifs du quartier périphérique à trouver un éventuel poste d'emploi permanent, la situation de crise a surtout permis à la fois de rehausser le prestige de la famille en tant qu'entité de solidarité et de retisser des liens familiaux distendus par l'urbanisation.

Sur le plan géographique, cette adaptation forcée des familles à une réalité de crise, devenue plus rude, a modifié les échelles de perception de la ville dans la mesure où l'on va dénicher de «vieilles» relations sociales dans d'autres quartiers de la ville moyenne. Bien plus, cet état de crise remet sur le tapis, l'espace du quartier lui-même qui, par la force des choses, a commencé à être regardé autrement, devenant peu à peu, un espace partagé par la plupart des habitants et non plus seulement, un lieu d'habitation relevant de la seule responsabilité des collectivités locales.

** Une autre stratégie familiale : le recours à la «houma» ou la redécouverte de l'esprit «houmiste»*

La raréfaction des emplois permanents à Sidi Bel Abbès, en 1987, a mis les actifs à la recherche d'un poste de travail et leur famille, devant de nouveaux obstacles. Dès lors, les familles qui n'ont pu trouver de l'aide au sein de la famille élargie se sont résolues à adopter une autre stratégie familiale. En effet, celle-ci se déroule désormais à une échelle plus réduite, dans la mesure où l'appel à l'entraide concerne l'espace de proximité qu'est le quartier de Sidi Djilali.

En un tiers de siècle, le changement social opéré au sein des populations rurales recasées a altéré, on l'a vu, leurs liens sociologiques et c'est, sous la pression des difficultés de la vie quotidienne, que la perception du quartier de Sidi Djilali a commencé à ce modifier. Néanmoins, nous avons relevé lors de l'enquête dans ce quartier, une vue ambivalente quant à la position de résidents dans la cité dans la mesure où de nombreux chefs de famille revendiquaient d'un côté, une appartenance rurale à un terroir bien identifié et de l'autre, ils se considéraient comme bien individualisés à l'intérieur de la ville moyenne. C'est dire là, le changement opéré dans la manière d'appréhender la cité et fait indéniable de cette métamorphose, la façon même de parler de la ville et de sa société a connu des modifications, même

s'il faut préciser que ce fait a pris naissance dans les métropoles régionales.

Phénomène caractéristique de la décennie 1980, la population des grandes villes s'est forgée un vocabulaire en arabe dialectal fait d'emprunts à la langue française et même espagnole. Fait intéressant en lui-même et dont l'étude linguistique reste à faire, ce vocabulaire traduit concrètement le besoin ressenti d'une plus grande solidarité par de larges franges de la société qui sans se connaître, s'interpellent en utilisant des mots en langue française et espagnole comme ceux de « la famille, cousin, familial... ». Par ailleurs, d'autres concepts en langue arabe, relatifs à l'espace urbain sont exhumés car empruntés à la vieille culture citadine maghrébine. C'est le cas du mot de « houma » (حومة) qui est directement puisé dans le parler des plus vieilles médinas précoloniales. La forte teneur sentimentale de ce concept de géographie urbaine recouvre un état d'esprit par rapport à un espace partagé et vécu par ses habitants. On peut assimiler le mot de houma à une sorte « d'unité de voisinage affective » unissant les résidents par divers liens où se recoupent la parenté, l'appartenance à un terroir commun et le voisinage et à qui le temps a fini par donner une cohésion et un respect mutuel impliquant la défense des êtres humains, des constructions et des espaces collectifs. Dans ce contexte, l'entraide est devenu une seconde nature et la perception portée sur le quartier a commencé par changer dans la mesure où la responsabilité de sa gestion n'est plus du seul ressort de l'administration municipale.

L'esprit « houmiste » - comme on dit dans le langage populaire - se reflète dans le fort attachement porté au quartier : espace bâti où tout le monde se connaît, se respecte, s'entraide et se reconnaît dans les principaux repères, les épreuves vécues et les symboles du quartier. Le concept du houma a été déjà réutilisé par la population en voie de citadinisation dans les quartiers dits musulmans dessinés par l'urbanisme colonial. Dans ces lotissements en damier, les mêmes repères que ceux de la vieille médina se retrouvent et seules la dimension et la structure de plan changent : la « tahtaha » (sorte de grande place, lieu de rencontre et de localisation des cafés, des gargotes, des hammams et des hôtels comme à Sidi Bel Abbès ou à Oran), les artères commerciales spécialisées (souks), la mosquée, la médersa,

l'école, le dispensaire... Il faut tout de même préciser que dans certaines villes, la houma peut couvrir l'ensemble d'un quartier et dans d'autres, un seul secteur d'un quartier dont les habitants s'ingénient à dessiner symboliquement les limites. Ceci est d'ailleurs particulièrement net dans les métropoles urbaines où l'esprit houmiste a retracé les frontières de ce territoire qu'est la houma... grâce aux supporters des équipes locales de football. Cet esprit de houma, popularisé durant les années 1950 par une chanteuse algéroise louant l'entraide du voisinage, est depuis quelques années exhumé par des populations urbaines car il semble répondre à un besoin social. Celui-ci peut être assimilé à une façon de vivre fondée sur la clémence, la tolérance et le respect de l'environnement ; en un mot, le concept de houma peut symboliser à la fois la citadinité affirmée et la citadinité désirée.

C'est dans ce second contexte que se fait l'appel à la solidarité de proximité en vue d'aider un actif en difficulté à obtenir un emploi, soit dans le secteur public, soit dans le privé. De toute façon, le changement est notable dans la perception qu'ont désormais les habitants de leur quartier - ou de leur sous-quartier - de Sidi Djilali ; effet de crise oblige !

b. La progression modulée dans le temps du secteur informel au sein de l'espace urbain belabbèsien

** Le ralentissement économique et ses implications à Sidi Bel Abbès*

- Les années 1986-1987 : années de l'amorce de la crise

Le ralentissement économique de Sidi Bel Abbès qui se situe durant les années 1986-1987, a eu des conséquences concrètes sur les revenus des familles modestes de Sidi Djilali. La fermeture progressive du marché aux actifs sans travail a fini par imposer l'emploi aléatoire en milieu urbain à la limite de l'illégalité, c'est à dire au recours forcé à la pluriactivité au sein de ménages cherchant naturellement à faire face à la hausse des prix et à l'inflation (tableau 2).

Tableau 2 : Evolution de l'indice des prix à la consommation en Algérie (base 100 en 1982)

années	70	75	78	82	85	86	87	88	89	90	91
indices	38,3	49,0	61,1	100	126,6	142	152,8	161,8	176,8	206	253,4

Source : ONS.

Quant au taux de chômage, les données censitaires de 1987 et les résultats des enquêtes de main d'œuvre situent à l'échelle nationale, la brutale progression du chômage entre 1985 et 1986 (tableau 3)

Tableau 3 : Evolution récente du taux de chômage en Algérie

années	1982	1985	1987	1989	1990	1991
Taux	16,3	9,7	21,4	18,1	19,7	21,2

Source : ONS.

La même tendance de l'évolution du taux de chômage se retrouve à Sidi Bel Abbès avec, sans doute un léger décalage temporel. D'ailleurs dans cette ville moyenne, l'année 1987 a vu l'apparition marquante des petits revendeurs du secteur non structuré autour des grandes surfaces du centre-ville.

A Sidi Djilali, deux formes d'occupation informelle ont pu être décelées au moment de l'enquête et dans cet ordre d'idée, nous tenons à préciser que l'approche portant sur les stratégies des familles s'est fondée sur des interviews de chefs de ménage, sur des discussions informelles sur le travail des femmes et sur des contacts directs effectués auprès de jeunes revendeurs exposant leurs produits à même le sol.

** Le travail au noir : une implication des hommes et des femmes*

Certes, le travail au noir a toujours existé dans des familles en difficultés, mais ce phénomène a pris de l'ampleur à la fin de la décennie 1980. Comme dans toutes les villes algériennes, le travail au noir a commencé par toucher en partie la main d'œuvre masculine qualifiée (électricien, maçon, plombier, chauffagiste, mécanicien, peintre...) employée dans le secteur secondaire public. Cette forme d'activité souterraine a accompagné le boom de la construction privée, grâce à la multiplication des coopératives immobilières et des lotissements. Là encore, le fonctionnement de ce circuit de l'activité informelle s'appuie sur les réseaux familiaux, professionnels et de voisinage et s'étend à tout l'ensemble du périmètre urbain, voire même aux agglomérations péri-urbaines ; l'oralité et la confiance sont à la base de l'extension de ce type de contact où tout le monde trouve son compte, à l'exclusion des services financiers du trésor public. Là, la stratégie des familles apparaît plus flexible et laisse faire l'actif qui arrondit ses revenus salariaux et par là, ceux de tout son groupe social.

Secondement, les femmes aussi participent aux revenus familiaux en essayant d'assurer les apports financiers réguliers. Cet apport complémentaire est difficilement mesurable en raison de la discrétion portée par les hommes sur le travail des femmes. Toutefois, de nombreux ménages à revenus modestes - en juillet 1990, le salaire national minimum garanti s'élevait à 2 000 dinars - et même moyens pénètrent dans l'économie souterraine par ce biais. Le premier cas de figure, dont font état les habitants de Sidi Djilali, concerne de jeunes femmes travaillant à domicile (couture, confection, tricotage, broderie...). Toutefois, ce travail interlope couvre un espace géographique limité dans la mesure où il s'adresse principalement à des réseaux de proximité. Quant au second cas de figure, il touche plutôt les ménages les plus pauvres car sont mises au travail, les femmes les plus âgées qui, à cause de leur expérience ménagère, confectionnent des préparations alimentaires (couscous, galettes de pain, vermicelles...) que revendent directement sur le marché les membres de la famille. Pauvreté et retour à des habitudes alimentaires traditionnelles plus ou moins occultées durant les années fastes de l'urbanisation, expliqueraient le développement récent de ce créneau du secteur non structuré élémentaire.

** Diversité des activités informelles : actifs, familles et centralité*

- Les prémices de l'essor du secteur informel à Sidi Bel Abbès : boutiques spécialisées, filières d'approvisionnement et petits revendeurs

A Sidi Bel Abbès, l'expansion du secteur non structuré caractérisé par le jeu d'achat et de revente immédiate à même le sol de produits, après prélèvement d'un petit bénéfice, a été précédée par le foisonnement de petites boutiques qui proposaient des articles féminins (confection, lingerie féminine, parfums, chaussures...) ; ces échoppes peuvent être classés dans le secteur informel car alimentées par des filières illégales de distribution. A Sidi Bel Abbès, le développement de ces boutiques est dû pour l'essentiel aux effets de la mise au travail des femmes dans la mesure où plus de 3 000 étaient occupées dans l'administration, les services publics et l'industrie électronique. C'est d'ailleurs à proximité du souk et fellah du centre-ville et principalement le long de la rue Soria Bendimered que se sont concentrés, au début des années 1980, ces magasins. Spécialisés dans les produits d'importation, ces commerces doivent leur

formidable essor aux centaines de jeunes femmes embauchées par l'usine de montage de postes de télévision et dont une partie du salaire est consacrée à l'achat de tenues vestimentaires à la mode et à la constitution de trousseau de mariage ; la réception des images publicitaires des télévisions française et espagnole a fini par imposer les grandes marques internationales sur le marché local. Sur le plan strictement spatial, si l'implantation de ces boutiques a contribué à l'animation d'un centre-ville en perte de vitesse depuis l'indépendance, l'ambiance même de la ville moyenne de Sidi Bel Abbès a changé grâce à la masse de main d'œuvre féminine occupée par l'industrie électronique et ceci à tel point, que des éléments conservateurs avaient lancé une campagne contre le travail des femmes à l'usine ; campagne que la presse nationale hebdomadaire avait d'ailleurs largement commentée.

La pratique informelle de l'achat-revente, de produits indisponibles sur le marché local par les petits revendeurs, a occupé les trottoirs du même secteur d'implantation des boutiques spécialisées étudiées ; toutefois, nous ne sommes pas en mesure d'avancer une quelconque hypothèse quant aux éventuelles relations entre ces deux formes d'activité économique. Là aussi, la forte demande d'articles nationaux ou importés, leur offre insuffisante sur le marché local, les capacités monétaires des ménages, les incohérences de la distribution, la progression du sous-emploi... sont autant de motivations qui ont contribué à l'émergence du secteur non structuré.

En général, l'entrée dans le secteur informel est justifiées par l'incapacité de l'Etat à fournir un emploi et par voie de conséquence, l'actif sans travail opte pour ce créneau rentable qui lui permet de contourner sa condition de sous-employé ; la plupart des jeunes interrogés souligne que l'option est prise en groupe par le jeu des relations de proximité... et de fréquentation. Globalement, le chef de ménage entérine le choix fait par le sous-employé qui « doit se prendre en charge un jour ou l'autre et aider sa famille... car entre cette occupation informelle et le recours au vol, l'alternative est claire » relève avec justesse un petit revendeur.

Au milieu de la décennie 1980, la politique économique nationale menée a créé les conditions de l'émergence du secteur non structuré (importations massives dans le cadre gouvernemental du

« programme anti-pénurie », baisse de la production manufacturière nationale, progression du chômage, dysfonctionnement dans la distribution étatique, suppression de l'autorisation de sortie, attribution de l'allocation en devises, ouverture de la frontière algéro-marocaine, fort désir de consommation...), même si paradoxalement, ce phénomène a été combattu pendant longtemps par les autorités locales... car il donnait une mauvaise image du développement économique national.

L'introduction dans le commerce informel est apparemment simple : il s'agit pour un actif ou un groupe d'actifs de rafler le maximum d'articles, de production nationale ou étrangère, subventionnés par le trésor public, mais rares sur le marché local ou même régional. Pour cela, un véritable réseau d'information orale est tissé autour des grandes surfaces permettant ainsi, aux différents groupes d'investir rapidement et massivement le lieu d'achat au détail. La revente des produits recherchés de toute nature (fromages, batteries, pièces détachées, radiateurs, chaussures de sport, jeans, ventilateurs, appareils électroménagers, serrures, huile, articles de loisir, outils, thé...) se fait le plus souvent immédiatement et aux abords même des grandes surfaces. A Sidi Bel Abbès, le lieu d'exposition qui se situe à l'extérieur du souk el fellah, en plein centre-ville, a pris de l'ampleur au cours de l'année 1987. Toutefois, les premières interventions énergiques de la police en vue de pourchasser les petits revendeurs se situent durant les premiers mois de l'année 1988. C'est probablement durant cette année-là, que le secteur non structuré a opéré sa véritable mue.

- Le secteur informel change d'échelle et modifie la centralité de la ville de Sidi Bel Abbès

En effet, le secteur informel a certes gardé ses petits revendeurs, mais il a surtout permis à certains d'entre eux, plus audacieux, d'élargir leur champ d'action. Dans ce même ordre d'idée, le secteur informel a changé d'échelle d'intervention et cible désormais les jeunes et les femmes. C'est dans ce but que se sont constitués peu à peu des réseaux, d'importance au moins régionale, alimentés par des flux touristiques, des commanditaires de la contrebande, des familles d'émigrés, des amateurs isolés...

Sur le plan géographique, un glissement de l'espace d'exposition des produits soumis à la revente s'est opéré, en raison de l'essor du

phénomène, en direction du faubourg Emir Abdelkader (ex-Bugeaud) où ont été squattés les trottoirs de la rue du cimetière et quelques artères proches. L'importance de ces réseaux d'approvisionnement des revendeurs a pris une ampleur telle, que les structures commerciales de Sidi Bel Abbès ont fini par connaître un changement notable. Bien plus, l'ambiance même de la ville s'en est trouvée modifiée dans la mesure où dans une sorte de reflux de l'histoire, l'ancien faubourg « musulman » semble avoir reconquis une centralité perdue après l'indépendance. Cette dynamique urbaine est due en bonne partie à l'implantation spontanée de l'activité informelle qu'animent des populations touchées par la pauvreté, des populations rurales et parfois aussi des populations citadines fréquentant par habitude ce quartier. Tout se passe comme si la ville de Sidi Bel Abbès recommence à fonctionner avec deux aires centrales adjacentes certes, mais avec deux clientèles de nature différente reflétant de ce fait, les différenciations sociales induites par la politique de développement entreprise et par la crise vécue par le pays depuis une dizaine d'années.

Par la suite, le secteur informel a intégré dans son circuit commercial urbain des femmes, dans la pleine force de l'âge, qui sont alimentées en articles recherchés (confection, lingerie fine, parfums, robes de soirées, bijoux...) par la gent féminine. Pratique ancienne, exhumée pour les besoins de la cause, cette forme mercantile utilise des femmes en difficulté économique, dénommées des « delalates » (دلالات) - sorte de courtier au féminin - dont la fonction sociale était appréciée dans les cités algériennes et même dans le monde rural. En effet, celles-ci remplissent désormais une activité commerciale informelle en se rendant sans difficulté, car connues dans le quartier, dans des espaces strictement féminins (maisons, appartements, hammams, cimetières, centres de santé...).

Conclusion

En ce milieu de décennie 1990, le secteur informel élémentaire s'impose comme un phénomène économique et social tout à fait banal au sein de l'économie des villes algériennes. Pourtant son amorce, dans des villes moyennes comme Sidi Bel Abbès, n'a débuté qu'en 1986-1987 tandis que les motifs de sa croissance se trouvent, pour une bonne part, dans le changement de politique

économique décidé au début des années 1980 et par là, dans le rétrécissement progressif du marché du travail.

Devant la crise urbaine impliquant l'extension de la pauvreté, les structures familiales qui ont fini par réagir d'une façon modulée, démontrant ainsi leur formidable capacité d'adaptation à toute perturbation enregistrée par l'économie locale. De fait, les stratégies familiales se sont diversifiées et se sont redéployées en mettant en œuvre des pratiques sociales anciennes exhumées et revigorées pour les besoins de la cause. Bien plus, ces stratégies ont donné lieu d'un côté, à une perception modulée de l'espace urbain, en tant qu'ensemble ou en tant que partie, en fonction des difficultés rencontrées et de l'autre, à des pratiques économiques informelles sans cesse renouvelées. Toutefois, cette situation est mal vécue par des populations aux revenus modestes qui ressentent la régression de l'économie urbaine et l'assimilent à un retour graduel à l'indigence de la période coloniale.

A Sidi Bel Abbès, les prémices des difficultés quotidiennes apparaissent consécutivement au changement de politique économique nationale, entamée au début de la décennie 1980 et concrétisée par la suspension des implantations industrielles et par la restructuration des sociétés nationales (1980-1985). Dans cet ordre d'idée, la ville algérienne est de moins en moins mise au service de la décision étatique centralisée et par voie de conséquence, elle est de plus en plus mise au service de stratégies définies à l'extérieur du territoire national. La privatisation en cours du secteur étatique productif comme d'ailleurs l'essor du secteur non structuré mercantile procèdent de la même démarche qui, au nom de la mondialisation de l'économie, confirme l'échec de l'expérience algérienne de développement, « normalise » le pays en l'intégrant dans la masse des pays sous-développés et modifie les mécanismes de fonctionnement de l'économie urbaine algérienne en permettant d'un côté, l'émergence d'un secteur non structuré supérieur opulent et de l'autre, l'essor d'un secteur non structuré élémentaire reflétant ainsi l'extension de la pauvreté urbaine.

Bibliographie

Bendjelid, A (1990), *L'organisation urbaine des Bassins Intérieurs Oranais (Algérie)*, thèse d'Etat, Université Paris I.

Bernard, C. (1991), « Fin d'une certaine mobilisation salariale et pluriactivité », *nouvelles logiques marchandes au Maghreb*, Marseille, CNRS.

Brule, J.-C. et Bendjelid, A. (dir.) (1997), *Aménageurs et aménagés en Algérie*, actes du colloque d'Oran, Université de Tours, URBAMA,

Chachoua, M. (1986), *Industrialisation et transformations urbaines à Sidi Bel Abbès (Algérie)*, thèse de 3^{ème} cycle, Université Paris I.

Charmes, J. (1991), « Emplois et revenus dans l'informel au Maghreb », *nouvelles logiques marchandes au Maghreb*, Marseille, CNRS.

Duvigneau, G. (1991), « L'économie clandestine au péril du contrat social en Algérie », *nouvelles logiques marchandes au Maghreb*, Marseille, CNRS.

Harbit, G. (1979), *Etude d'un quartier de Sidi Bel Abbès : Haï Emir Abdelkader*, D.E.S, Université d'Oran.

Hugon, P. (1991), « L'informel urbain dans les pays arabes : conséquences des politiques d'ajustement », *nouvelles logiques marchandes au Maghreb*, Marseille, CNRS.

Lenormand, P. (1975), *Les transformations des compagnes dans le Djebel Tessala et ses piémonts*, thèse 3^{ème} cycle, Université Paris VII.

Prenant, A. (1956), « Question de structure urbaine dans trois faubourgs de Sidi Bel Abbès », *BAGF*, n° 257 - 58, Paris.

SDU, Le Plan d'Urbanisme de la Commune de Sidi Bel Abbès, Oran, 1961.

Soufi, F. (1996), *Une ville en crise : Oran*, Colloque crises et contestations au Maghreb et au Machrek, Université Paris VII.